

C.C.A.P.
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**ENTRETIEN, MAINTENANCE, DESINCARCERATION ET TELEALARME D'ASCENSEURS
DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS**

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique
(Ci-après « le Code ») :**

Procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1 et R. 2123-4/5/6/ du Code
&
Accord-cadre Mono-attributaire : article –L.2125-1 et du Code ;
&
A bons de commandes : articles R.2162-2-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code ;

POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine
93200 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET	3
ARTICLE 2	ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3	LIEU(X) D'EXECUTION	3
ARTICLE 4	FORME DE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5	PROCÉDURE	3
ARTICLE 6	TECHNIQUE D'ACHAT	3
ARTICLE 7	DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 8	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 9	SOUS-TRAITANCE - CO-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 10	MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 11	DECLenchement DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 12	VERIFICATION ET ADMISSION	8
ARTICLE 13	GARANTIE	8
ARTICLE 14	STATISTIQUES DE CONSOMMATION – SUIVI D'ACTIVITE.....	9
ARTICLE 15	MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX.....	9
ARTICLE 16	REVISION DES PRIX.....	9
ARTICLE 17	CLAUSe DE SAUVEGARDE	10
ARTICLE 18	PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS	10
ARTICLE 19	CESSION DE CREANCE.....	11
ARTICLE 20	ASSURANCES DU TITULAIRE	11
ARTICLE 21	PENALITES	12
ARTICLE 22	RESILIATION	13
ARTICLE 23	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	13
ARTICLE 24	REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE	13
ARTICLE 25	TRIBUNAL COMPETENT	14
ARTICLE 26	DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	14

PREAMBULE :

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD);
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint-Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés ;
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés Par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 1 OBJET

La présente consultation a pour objet l'entretien, la maintenance préventive et curative, la désincarcération et la téléalarme d'ascenseurs du centre hospitalier de Saint-Denis.

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires en vue du fonctionnement normal et permanent des ascenseurs, dans les conditions réglementaires de sécurité, et après validation de la Direction des Services Techniques.

Les prestations concernées sont précisées dans le C.C.T.P.

ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti : les prestations objets du marché sont indissociables.

ARTICLE 3 LIEU(X) D'EXECUTION

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS

2, Rue du Docteur Delafontaine
93 200 Saint-Denis

ARTICLE 4 FORME DE DU MARCHÉ

Le marché est un marché de prestation de services, relevant du CCAG Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE 5 PROCÉDURE

La présente consultation est passée selon procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1- 1 et R. 2123-4/5/6/ du Code.

ARTICLE 6 TECHNIQUE D'ACHAT

Le contrat est un accord-cadre mono-attributaire : article –L.2125-1 du Code ;

A bons de commandes : articles R.2162-2-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code.
Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum 50 000 € par an en application de l'article R.2162-4 du Code.

ARTICLE 7 DUREE DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter 1 janvier 2025 ou à défaut sa date de notification si elle est postérieure et jusqu'au 31 décembre 2025.

L'accord-cadre est reconductible 3 fois par période de 12 mois par tacite reconduction et n'excèdera le 31 décembre 2028.

Le Centre hospitalier de Saint-Denis peut, ne pas reconduire le marché moyennant un préavis de 3 mois. Cette décision est notifiée par tout moyen (y compris électronique dont il est accusé réception par le Titulaire) permettant de lui donner une date certaine.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction et n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

ARTICLE 8 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

8.1 Pièces particulières :

- Le formulaire d'acte d'engagement (ATTI1),
- Le bordereau de Décomposition du Prix Global de Forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et ses annexes 1 et 2,
- Les bons de commande
- L'offre du titulaire

8.2 Pièces générales

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de services (CCAG – Fournitures Courantes et Services) version au 1^{er} avril 2021, approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais il est téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP.

8.3 Pièces à remettre au titulaire - Notification du marché :

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, la notification de l'accord-cadre comprend la copie des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;

ARTICLE 9 SOUS-TRAITANCE - CO-TRAITANCE

9.1 Sous-traitance

9.1.1 Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée, une partie de l'exécution du contrat peut être sous-traitée à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toute demande de présentation d'un sous-traitant doit obligatoirement être transmise avant le début de la prestation sous-traitée.

Par ailleurs, l'acheteur interdit au titulaire du présent contrat de modifier la liste des sous-traitants remis lors de la consultation si ce changement, après la notification du contrat, remet en cause les capacités techniques et moyens qui ont été jugés pour l'exécution, capacités qui ont permis d'effectuer le choix de l'offre la plus intéressante.

Pour chaque sous-traitant, la déclaration de sous-traitance est fournie:

- Soit au moment du dépôt de l'offre par le candidat. Dans ce cas, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » constituant alors une annexe à l'acte d'engagement a été signé(e) par le candidat et le sous-traitant, puis notifié par le pouvoir adjudicateur.
- Soit après le dépôt de l'offre par le titulaire du contrat, en cours d'exécution. Pour ce faire, il conviendra de remplir le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance ». La déclaration constituera un acte spécial dont la signature par le titulaire du contrat, le sous-traitant et l'acheteur vaudra acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Un sous-traitant qui ne présenterait pas les capacités nécessaires pour l'exécution du contrat pourra être refusé.

L'acheteur pourra demander au titulaire de fournir la copie du contrat de sous-traité établi avec le sous-traitant.

L'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant entraînent obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € T.T.C.

9.2 Co-traitance

Le candidat peut se présenter seul ou dans le cadre d'un groupement d'entreprises. En cas de présentation sous forme de groupement, l'acheteur ne souhaite pas imposer de forme de groupement particulier.

ARTICLE 10 MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION

L'entretien préventif sera réalisé selon la périodicité fixée par l'annexe 1 CCTP et la réglementation en vigueur.

Par dérogation à l'article 27.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la période d'intervention s'étend :

- Pour la désincarcération de personnes : 7jrs/7, 24 heures/24 y compris les jours fériés. Il est rappelé à ce titre, que le technicien d'astreinte devra intervenir sous 1/2 heure maximum à réception de la demande transmise par le pouvoir adjudicateur.
- Pour le dépannage d'un appareil : le délai d'intervention est de 3 heures maximum à compter de demande transmise par le pouvoir adjudicateur.

Le délai de remise en service de l'appareil est de 4 heures à compter de l'intervention de dépannage et de 3 jours ouvrés en cas de remplacement de pièces importantes (carte électronique, sélecteur, câbles et organe de sécurité....)

Pour les interventions traitées à bons de commandes, le délai d'exécution sera celui fixé dans le bon de commande

C'est pourquoi, pour faciliter ce contrôle, l'entrepreneur sera tenu d'informer les Services Techniques de la date prévue de ses interventions.

10.1 Généralités.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres au CH de Saint-Denis.

Le titulaire a une obligation de résultat quelle que soit son action et ne se limite donc pas à la mise en œuvre de moyens. Il doit permettre au CH de Saint-Denis de garantir la continuité de service public en assurant les maintenances préventive et correctives afin de garantir le fonctionnement permanent des équipements.

A cet effet, il les maintient en état normal de fonctionnement et procède aux dépannages nécessaires, conformément aux règles de l'art. Pour ce faire, il prévoit les moyens humains et matériels adaptés afin de réaliser la prestation demandée et de respecter les délais d'intervention requis.

10.2 Représentation des parties et interlocuteurs privilégiés

Dès la notification du contrat, le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'acheteur un ou deux interlocuteur(s) privilégié(s) habilité(s) à le représenter tout au long de l'exécution du contrat.

Le(s) interlocuteur(s) privilégié(s) s'engage(nt) à être entièrement disponibles par tout moyen (téléphone, courriel, etc.) afin de travailler en étroite collaboration avec l'acheteur. Il(s) prendra/ont contact avec l'acheteur afin d'organiser, le cas échéant, une réunion de démarrage.

Le nom et les coordonnées de cette/ces personne(s), ainsi que les conditions relatives à sa/leur disponibilité(s) sont indiqués dans l'offre du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG/FCS, le ou les représentants de l'acheteur ne sont pas réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires l'engageant. Tout changement ultérieur est immédiatement communiqué à l'autre partie.

10.3 Devoir de conseil et d'information-confidentialité

Le titulaire a une obligation de conseil concernant notamment la maintenance préventive. Il s'engage à effectuer les visites préventives et tous les remplacements de pièces (après accord du représentant du CH de Saint-Denis), avant leur défaillance selon les règles de l'art et dans un souci de minimiser les pannes éventuelles.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

ARTICLE 11 DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS

11.1 Bons de commandes

Les interventions dites autres ne pouvant être prévues à l'avance, elles seront traitées à bons de commandes au fur et à mesure des besoins. Elles feront l'objet d'un devis préalable établi par le titulaire.

Aucun frais supplémentaire ne sera facturé pour des prestations jugées de trop faible importance par le titulaire.

Aucun rythme de commande ne sera imposé à l'acheteur. Par ailleurs, plusieurs bons de commande pourront également être adressés au titulaire simultanément.

11.1.1 Caractéristiques du bon de commande et conditions de réception

Les bons de commande signés sont notifiés au titulaire par courriel ou courrier.

Ils mentionnent :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- La référence du marché,
- Le numéro de bon de commande,
- Le lieu d'exécution de la prestation et l'équipement concerné,
- Le ou les forfaits horaires, déplacement, ... concernés,
- Le prix des pièces détachées le cas échéant,
- Le coefficient de majoration ou la remise contractuelle sur les pièces détachées le cas échéant,
- Le montant total HT du bon de commande,
- Le montant TTC du bon de commande,
- Le montant total TTC à payer,
- La date de début d'intervention et sa durée.
- Le bon de commande sera envoyé(e) au titulaire par courriel, le plus souvent. Néanmoins, il(elle) pourra également lui être adressé par tout autre moyen (courrier, par exemple). Le délai de livraison court à compter de la notification du bon de commande au titulaire.

Ainsi, il est impératif que le titulaire accuse de la bonne réception de la commande dans les 24 heures ouvrées par retour de courriel. À défaut de réponse dans ce délai, le bon de commande et sera réputé avoir été notifié(e).

Le titulaire devra accuser de la bonne réception de la commande par tout moyen immédiatement après en avoir pris connaissance.

11.1.2 Modifications du bon de commande

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter est concrétisé par un simple échange écrit (courriel ou courrier).

11.1.3 Annulation du bon de commande

L'acheteur se réserve le droit de décider de l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande et en informe le titulaire par courriel ou courrier. Il n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire. Il s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du contrat.

ARTICLE 12 VERIFICATION ET ADMISSION

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

Toute prestation ne correspondant pas à la description telle que définie dans le CCTP sera refusée.

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG / FCS, le titulaire du marché ou son représentant pourra assister, s'il le souhaite et sans qu'il soit besoin que le CH de Saint-Denis le convie, aux opérations de vérification. Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de ce souhait au moment de la réalisation de la prestation.

La vérification qualitative des prestations, objets du marché, a lieu dans un délai de **quinze jours** à compter de la date d'intervention et/ou après réception de la feuille d'intervention faisant suite à chaque opération de maintenance.

Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché.

Si la prestation exécutée ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché, elle sera refusée et devra être de nouveau exécutée sur demande écrite du CH de Saint-Denis.

Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification et après réception des documents requis par le CCTP, le CH de Saint-Denis, prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Passé le délai de quinze jours, la décision d'admission est réputée acquise.

*

ARTICLE 13 GARANTIE

Les pièces détachées sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de leur admission. La durée de garantie figure dans l'offre du titulaire. A défaut, elle est d'une durée minimale d'un an à compter de la date de notification de la décision d'admission.

ARTICLE 14 STATISTIQUES DE CONSOMMATION – SUIVI D'ACTIVITE

Chaque année, le titulaire transmettra à la Direction des Achats un rapport d'activité dans lequel seront intégrées les données suivantes :

- L'historique des demandes d'interventions pour dépannage ou désincarcération,
- L'historique des visites d'entretien,
- Dans le cadre de son devoir de conseil, toutes propositions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des installations et la disponibilité des appareils.

ARTICLE 15 MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX

Le présent marché est traité à prix forfaitaires et révisable pour une maintenance préventive.

Ils comprennent les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des interventions de maintenance préventives définies au CCTP, ainsi que les pièces détachées, les frais de main d'œuvre, de transport et de déplacement.

Le présent marché est traité à prix unitaires et révisables pour la maintenance curative comprenant :

- Le coût horaire de la main d'œuvre.
- Le coût du déplacement,
- Les pièces détachées, sur la base d'une remise sur son tarif général, cette remise est faite sur la durée totale du marché.

Les prix forfaitaires et unitaires sont invariables pendant 12 mois.

Les rabais, remises et/ou escompte consentis par le titulaire et figurant sur son offre sont fermes pour toute la durée du marché.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage. Ils sont réputés comprendre toutes les charges réglementaires en vigueur (fiscales, parafiscales ou autres) frappant obligatoirement les fournitures et prestations objet du présent marché. Ils comprennent également notamment tous les frais afférents à l'exécution des prestations, les frais d'assurance, les frais liés au traitement des commandes, au stockage, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention et au transport des fournitures jusqu'au lieu de livraison.

Les prix sont établis hors taxes, et assujettis au taux de TVA et aux taxes parafiscales le cas échéant en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

ARTICLE 16 REVISION DES PRIX

16.1 Pour la maintenance préventive,

Les prix sont forfaitaires et révisables selon les modalités ci-dessous :

A compter du 1er mars suivant la date de prise d'effet du contrat de maintenance, la redevance fixée à l'acte d'engagement fera l'objet d'une révision annuelle par application de la formule paramétrique ci-dessous :

$$P = P_o(0.15 + 0.85(0.50 ICHTTS/ICHTTS_o + 0.50 EBIQ/EBIQ_o))$$

dans laquelle :

- P représente la prime forfaitaire de l'année N = année à venir
- P_o représente la prime forfaitaire de l'année N-1 = année précédente

Indices de référence du Bulletin des Statistiques de l'INSEE

Indice du coût horaire du travail tous salariés du dernier mois connu lors de la révision du prix de base identifiant : 001565183 :

- ICHTTS pour l'année N
- ICHTTSo pour l'année N-1

Indice des prix à la production dans l'industrie (ensemble énergie, biens intermédiaires et biens d'équipements).

- EBIQ pour l'année N
- EBIQo pour l'année N-1

16.2 Pour la maintenance curative,

Les prix sont unitaires et révisibles sur la base de l'évolution annuelle du tarif applicable à l'ensemble de sa clientèle à la date de reconduction du contrat.

16.3 Modalités de mise en œuvre

La demande de révision des prix devra être adressée par le Titulaire au centre hospitalier de Saint-Denis dans les conditions ci-dessous :

Pour des raisons de traçabilité et pour éviter toute perte de documents, litige, ou retard, le titulaire doit impérativement veiller à faire cet envoi par voie dématérialisée :

- via la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
- ou via mail à l'adresse cdm@ch-stdenis.fr

Le Titulaire doit obligatoirement faire figurer sur sa nouvelle proposition le prix initial et le nouveau prix.

Le titulaire transmet tous les éléments justifiant l'évolution des prix au moins (2) deux mois avant la date anniversaire du marché.

Le centre hospitalier de Saint-Denis vérifie le nouveau tarif du titulaire. Le centre hospitalier donnera position au plus tard (1) mois avant la date d'anniversaire du marché.

Au cas où le Titulaire ne respecterait pas les modalités de mise en œuvre ci-dessus (forme et dates), les prix initiaux seront automatiquement reconduits aux mêmes conditions pour les périodes précisées ci-dessus, sans intervention du centre hospitalier de Saint-Denis.

Le demandeur adressera sa demande accompagnée d'un fichier Excel présentant les informations suivantes :

- Références et libellés la demande de révision des prix
- Prix HT à date de la demande
- Nouveau prix HT
- Pourcentage d'augmentation ou de baisse à 2 décimales en résultant

ARTICLE 17 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le Centre Hospitalier se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date de la révision du bordereau de prix, du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % l'an.

ARTICLE 18 PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS

18.1 Mode de règlement

Mode de règlement :

Le paiement s'effectuera par mandat administratif selon les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalents à condition que le service soit fait.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par le Centre Hospitalier par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément à l'article 8 du CCAG.

Le titulaire devra respecter le cas échéant son engagement de remise ou d'escompte présenté dans son offre.

18.2 Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures sont à transmettre, sous forme dématérialisée via le site «<https://chorus-pro.gouv.fr>».

A ce titre, les factures dématérialisées adressées au Centre Hospitalier de Saint-Denis devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET 269 301 016 000 11, qui identifiera le Centre Hospitalier de Saint-Denis en tant que destinataire de votre facture,
- Le code service « TECH_RCM » qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure,
- Le numéro de marché.
- Le montant hors TVA des prestations,
- Le taux de TVA des prestations,
- Le montant total toutes taxes comprises.

18.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt de la Banque Centrale Européenne à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de Saint-Denis.

ARTICLE 19 CESSIION DE CREANCE

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

Cette garantie s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage.

ARTICLE 20 ASSURANCES DU TITULAIRE

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations.

De même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, il s'engage à remettre à la personne publique, dans un délai de 8 jours à compter de la notification ou de la reconduction du présent marché, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription

ARTICLE 21 PENALITES

21.1 Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par mauvaise exécution des prestations, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, le centre hospitalier de Saint-Denis retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture. Le pouvoir adjudicateur établi un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants.

21.2 Pénalités applicables

Les pénalités encourues par le titulaire seront appliquées du simple fait de la constatation du manquement sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables et commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités sera retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

Manquement	Pénalité
Non remise de l'audit et du calendrier	3000€
Non-respect des périodicités de maintenance préventive (fréquence, intervalle)	1/10eme du montant de la facture
Non-respect du délai de rétablissement en cas de petites réparations	
Non-respect du délai de rétablissement en cas de grosses réparations (pièces en stock atelier)	
Non-respect du délai en cas de désincarcération	500€ par quart d'heure
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des équipements	100€ par jour de retard
Retard dans l'évacuation des déchets	100€ par jour de retard
Non remise du rapport annuel	100€ par jour de retard

Par ailleurs, toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 euros sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

Le représentant du pouvoir adjudicateur interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le Centre Hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 22 RESILIATION

Le centre hospitalier de Saint-Denis peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le centre hospitalier de Saint-Denis informe Le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- En cas où le délai d'exécution n'est pas respecté et largement dépassé,
- En cas de manquements répétés au cahier des charges,

ARTICLE 23 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Lorsque Le titulaire n'exécute pas ou ne respecte pas une obligation quelconque lui incombant en vertu de l'accord-cadre, le centre hospitalier de Saint-Denis est en droit, moyennant le respect de la procédure mentionnée ci-après, d'annuler en tout ou partie le ou les bons de commande concerné(s) par les manquements du Titulaire (dans le cas où un bon de commande a été émis), sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont il peut disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il peut éventuellement avoir subi. Cette annulation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

Le centre hospitalier de Saint-Denis peut pourvoir aux prestations aux frais et risques du Titulaire, lorsque l'inexécution concerne une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

En cas de différence de prix au détriment du centre hospitalier de Saint-Denis, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et obligatoirement déduite des factures présentées à son profit.

En cas de non-présentation de factures, un titre de recette sera émis par le centre hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 24 REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

24.1 Règlement à l'amiable

Le centre hospitalier de Saint Denis et le titulaire de l'accord-cadre s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et le Centre hospitalier de Saint Denis doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre hospitalier de Saint

Denis dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre hospitalier de Saint Denis dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 25 TRIBUNAL COMPETENT

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation et pendant l'exécution du marché, le tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Montreuil

7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL Cedex
Tél : 01 49 20 20 00
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 26 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCAP concernés par ces dérogations.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire (CGV) du Titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans les CCAP ne sont pas applicables et sont d'office, exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le centre hospitalier de Saint-Denis de prendre une décision spécifique en ce sens.